

# SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

N. 996

## DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli affari esteri**  
(MARTINO)

di concerto col **Ministro di grazia e giustizia**  
(BIONDI)

col **Ministro dei trasporti e della navigazione**  
(FIORI)

e col **Ministro dell'ambiente**  
(MATTEOLI)

(V. Stampato Camera n. 1022)

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta dell'11 ottobre 1994*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza  
il 12 ottobre 1994*

**Ratifica ed esecuzione della Convenzione 1989 sul salvataggio,  
atto finale della Conferenza internazionale sul salvataggio, con  
allegati, fatta a Londra il 28 aprile 1989**

## DISEGNO DI LEGGE

---

### Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione del 1989 sul salvataggio, atto finale della Conferenza internazionale sul salvataggio, con allegati, fatta a Londra il 28 aprile 1989.

### Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 29 della Convenzione medesima.

### Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## CONVENTION INTERNATIONALE DE 1989 SUR L'ASSISTANCE

LES ETATS PARTIES A LA PRESENTE CONVENTION,

RECONNAISSANT qu'il est souhaitable de fixer par voie de convention des règles internationales uniformes concernant les opérations d'assistance,

NOTANT que d'importants éléments nouveaux et, en particulier, une préoccupation accrue pour la protection de l'environnement, ont démontré la nécessité de revoir les règles internationales contenues actuellement dans la Convention pour l'unification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, faite à Bruxelles le 23 septembre 1910,

CONSCIENTS de la contribution considérable que des opérations d'assistance efficaces et entreprises en temps utile peuvent apporter à la sécurité des navires et des autres biens en danger et à la protection de l'environnement,

CONVAINCUS de la nécessité de veiller à ce qu'il y ait des incitations adéquates pour les personnes qui entreprennent des opérations d'assistance à l'égard de navires et d'autres biens en danger,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

Chapitre I - Dispositions générales

Article premier

Définitions

Aux fins de la présente Convention :

- a) Opération d'assistance signifie tout acte ou activité entrepris pour assister un navire ou tout autre bien en danger dans des eaux navigables ou dans n'importe quelles autres eaux.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- b) Navire signifie tout bâtiment de mer, bateau ou engin, ou toute structure capable de naviguer.
- c) Bien signifie tout bien qui n'est pas attaché de façon permanente et intentionnelle au littoral et comprend le fret en risque.
- d) Domage à l'environnement signifie un préjudice matériel important à la santé de l'homme, à la faune ou la flore marines ou aux ressources de la mer dans les eaux côtières ou intérieures ou dans les zones adjacentes, causé par pollution, contamination, incendie, explosion ou de graves événements similaires.
- e) Paiement signifie le règlement de toute rémunération, récompense ou indemnité due en vertu de la présente Convention.
- f) Organisation signifie l'Organisation maritime internationale.
- g) Secrétaire général signifie le Secrétaire général de l'Organisation.

## Article 2

Application de la Convention

La présente Convention s'applique chaque fois que des actions judiciaires ou arbitrales relatives aux questions traitées dans la présente Convention sont introduites dans un Etat Partie.

## Article 3

Plates-formes et unités de forage

La présente Convention ne s'applique pas aux plates-formes fixes ou flottantes ni aux unités mobiles de forage au large lorsque ces plates-formes ou unités sont affectées, là où elles se trouvent, à l'exploration, à l'exploitation ou à la production de ressources minérales du fond des mers.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## Article 4

Navires appartenant à un Etat

1 Sans préjudice des dispositions de l'article 5, la présente Convention ne s'applique pas aux navires de guerre ou autres navires non commerciaux appartenant à un Etat ou exploités par lui et ayant droit, lors des opérations d'assistance, à l'immunité souveraine en vertu des principes généralement reconnus du droit international, à moins que cet Etat n'en décide autrement.

2 Lorsqu'un Etat Partie décide d'appliquer la Convention à ses navires de guerre ou autres navires décrits au paragraphe 1, il le notifie au Secrétaire général en précisant les modalités et les conditions de cette application.

## Article 5

Opérations d'assistance effectuées sous le contrôle  
d'autorités publiques

1 La présente Convention ne porte atteinte à aucune des dispositions de la législation nationale ou d'une convention internationale relatives aux opérations d'assistance effectuées par des autorités publiques ou sous leur contrôle.

2 Toutefois les assistants effectuant de telles opérations sont habilités à se prévaloir des droits et des recours prévus par la présente Convention pour les opérations d'assistance.

3 La mesure dans laquelle une autorité publique qui est obligée d'exécuter des opérations d'assistance peut se prévaloir des droits et des recours prévus par la présente Convention est déterminée par la législation de l'Etat où cette autorité est située.

## Article 6

Contrats d'assistance

1 La présente Convention s'applique à toute opération d'assistance sauf dans la mesure où un contrat en dispose autrement, soit expressément, soit implicitement.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2 Le capitaine a le pouvoir de conclure des contrats d'assistance au nom du propriétaire du navire. Le capitaine ou le propriétaire du navire ont le pouvoir de conclure de tels contrats au nom du propriétaire des biens se trouvant à bord du navire.

3 Aucune disposition du présent article ne porte atteinte à l'application de l'article 7 ou à l'obligation de prévenir ou de limiter les dommages à l'environnement.

## Article 7

Annulation et modification des contrats

Un contrat ou l'une quelconque de ses clauses peut être annulé ou modifié si :

- a) le contrat a été conclu sous une pression abusive ou sous l'influence du danger et que ses clauses ne sont pas équitables; ou si
- b) le paiement convenu en vertu du contrat est beaucoup trop élevé ou beaucoup trop faible pour les services effectivement rendus.

Chapitre II - Exécution des opérations d'assistance

## Article 8

Obligations de l'assistant, du propriétaire et du capitaine

1 L'assistant a, envers le propriétaire du navire ou des autres biens en danger, l'obligation :

- a) d'effectuer les opérations d'assistance avec le soin voulu;
- b) lorsqu'il s'acquitte de l'obligation visée à l'alinéa a), d'agir avec le soin voulu pour prévenir ou limiter les dommages à l'environnement;

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- c) chaque fois que les circonstances l'exigent raisonnablement, de chercher à obtenir l'aide d'autres assistants; et
  - d) d'accepter l'intervention d'autres assistants lorsqu'il est raisonnablement prié de le faire par le capitaine ou le propriétaire du navire ou des autres biens en danger; il est néanmoins entendu que le montant de sa rémunération n'est pas affecté s'il s'avère que cette demande n'était pas raisonnable.
- 2 Le capitaine et le propriétaire du navire ou le propriétaire des autres biens en danger ont, envers l'assistant, l'obligation :
- a) de coopérer pleinement avec lui pendant les opérations d'assistance;
  - b) ce faisant, d'agir avec le soin voulu pour prévenir ou limiter les dommages à l'environnement; et
  - c) lorsque le navire ou les autres biens ont été conduits en lieu sûr, d'en accepter la restitution lorsque l'assistant le leur demande raisonnablement.

## Article 9

Droits des Etats côtiers

Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte au droit de l'Etat côtier concerné de prendre des mesures, conformément aux principes généralement reconnus du droit international, afin de protéger son littoral ou les intérêts connexes contre la pollution ou une menace de pollution résultant d'un accident de mer, ou d'actes liés à un tel accident, dont on peut raisonnablement attendre de graves conséquences préjudiciables, et notamment le droit d'un Etat côtier de donner des instructions concernant les opérations d'assistance.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## Article 10

Obligation de prêter assistance

- 1 Tout capitaine est tenu, autant qu'il peut le faire sans danger sérieux pour son navire et les personnes à bord, de prêter assistance à toute personne en danger de disparaître en mer.
- 2 Les Etats Parties prennent les mesures nécessaires pour faire observer l'obligation énoncée au paragraphe 1.
- 3 Le propriétaire du navire n'est pas responsable de la violation par le capitaine de l'obligation énoncée au paragraphe 1.

## Article 11

Coopération

Chaque fois qu'il édicte des règles ou prend des décisions sur des questions relatives à des opérations d'assistance, telles que l'admission dans les ports de navires en détresse ou la fourniture de moyens aux assistants, un Etat Partie prend en considération la nécessité d'une coopération entre les assistants, les autres parties intéressées et les autorités publiques, afin d'assurer une exécution efficace et réussie des opérations d'assistance pour sauver des vies ou des biens en danger, aussi bien que pour prévenir les dommages à l'environnement en général.

Chapitre III - Droits des assistants

## Article 12

Conditions ouvrant droit à une rémunération

- 1 Les opérations d'assistance qui ont eu un résultat utile donnent droit à une rémunération.



## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2 Sauf disposition contraire, aucun paiement n'est dû en vertu de la présente Convention si les opérations d'assistance n'ont pas eu de résultat utile.

3 Les dispositions du présent chapitre s'appliquent même si le navire assisté et le navire assistant appartiennent au même propriétaire.

## Article 13

Critères d'évaluation de la rémunération

1 La rémunération est fixée en vue d'encourager les opérations d'assistance compte tenu des critères suivants, sans égard à l'ordre dans lequel ils sont présentés ci-dessous :

- a) la valeur du navire et des autres biens sauvés;
- b) l'habileté et les efforts des assistants pour prévenir ou limiter les dommages à l'environnement;
- c) l'étendue du succès obtenu par l'assistant;
- d) la nature et l'importance du danger;
- e) l'habileté et les efforts des assistants pour sauver le navire, les autres biens et les vies humaines;
- f) le temps passé, les dépenses effectuées et les pertes subies par les assistants;
- g) le risque de responsabilité et les autres risques courus par les assistants ou leur matériel;
- h) la promptitude des services rendus;
- i) la disponibilité et l'usage de navires ou d'autres matériels destinés aux opérations d'assistance;

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

j) l'état de préparation ainsi que l'efficacité et la valeur du matériel de l'assistant.

2 Le paiement d'une rémunération fixée conformément au paragraphe 1 doit être effectué par toutes les parties intéressées au navire et aux autres biens sauvés en proportion de leur valeur respective. Toutefois, un Etat Partie peut prévoir, dans sa législation nationale, que le paiement d'une rémunération doit être effectué par l'une des parties intéressées, étant entendu que cette partie a un droit de recours contre les autres parties pour leur part respective. Aucune disposition du présent article ne porte préjudice à l'exercice de tout droit de défense.

3 Les rémunérations, à l'exclusion de tous intérêts et frais juridiques récupérables qui peuvent être dus à cet égard, ne dépassent pas la valeur du navire et des autres biens sauvés.

## Article 14

Indemnité spéciale

1 Si l'assistant a effectué des opérations d'assistance à l'égard d'un navire qui par lui-même ou par sa cargaison menaçait de causer des dommages à l'environnement et n'a pu obtenir en vertu de l'article 13 une rémunération équivalant au moins à l'indemnité spéciale calculée conformément au présent article, il a droit de la part du propriétaire du navire à une indemnité spéciale équivalant à ses dépenses telles qu'ici définies.

2 Si, dans les circonstances énoncées au paragraphe 1, l'assistant a prévenu ou limité les dommages à l'environnement par ses opérations d'assistance, l'indemnité spéciale due par le propriétaire à l'assistant en vertu du paragraphe 1 peut être augmentée jusqu'à un maximum de 30 % des dépenses engagées par l'assistant. Toutefois, si le tribunal le juge équitable et juste, compte tenu des critères pertinents énoncés au paragraphe 1 de l'article 13, il peut encore augmenter cette indemnité spéciale, mais l'augmentation totale ne doit en aucun cas représenter plus de 100 % des dépenses engagées par l'assistant.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3 Les dépenses de l'assistant visent, aux fins des paragraphes 1 et 2, les débours raisonnablement engagés par l'assistant dans les opérations d'assistance ainsi qu'une somme équitable pour le matériel et le personnel effectivement et raisonnablement utilisés dans les opérations d'assistance, compte tenu des critères énoncés aux alinéas h), i) et j) du paragraphe 1 de l'article 13.

4 L'indemnité totale visée au présent article n'est payée que dans le cas et dans la mesure où elle excède la rémunération pouvant être obtenue par l'assistant en vertu de l'article 13.

5 Si l'assistant a été négligent et n'a pu, de ce fait, prévenir ou limiter les dommages à l'environnement, il peut être privé de la totalité ou d'une partie de toute indemnité spéciale due en vertu du présent article.

6 Aucune disposition du présent article ne porte atteinte aux droits de recours du propriétaire du navire.

## Article 15

Répartition entre assistants

1 La répartition entre assistants d'une rémunération visée à l'article 13 se fait sur la base des critères prévus dans cet article.

2 La répartition entre le propriétaire, le capitaine et les autres personnes au service de chaque navire assistant est déterminée par la législation du pavillon du navire. Si l'assistance n'a pas été effectuée à partir d'un navire, la répartition se fait suivant la législation régissant le contrat conclu entre l'assistant et ses préposés.

## Article 16

Sauvetage des personnes

1 Aucune rémunération n'est due par les personnes dont les vies ont été sauvées, mais aucune disposition du présent article ne porte atteinte aux dispositions de la législation nationale en la matière.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2 Le sauveteur de vies humaines qui a participé aux services rendus à l'occasion de l'accident ayant donné lieu aux opérations d'assistance a droit à une part équitable du paiement alloué à l'assistant pour avoir sauvé le navire ou d'autres biens ou pour avoir prévenu ou limité les dommages à l'environnement.

## Article 17

Services rendus en vertu de contrats existants

Aucun paiement n'est dû en vertu des dispositions de la présente Convention à moins que les services rendus ne dépassent ce qui peut raisonnablement être considéré comme l'exécution normale d'un contrat conclu avant que le danger ne survienne.

## Article 18

Conséquences de la faute de l'assistant

Un assistant peut être privé de la totalité ou d'une partie du paiement dû en vertu de la présente Convention dans la mesure où les opérations d'assistance ont été rendues nécessaires ou plus difficiles par sa faute ou sa négligence, ou s'il s'est rendu coupable de fraude ou de malhonnêteté.

## Article 19

Défense d'effectuer des opérations d'assistance

Des services rendus malgré la défense expresse et raisonnable du propriétaire ou du capitaine du navire ou du propriétaire de tout autre bien en danger qui n'est pas et n'a pas été à bord du navire ne donnent pas droit à paiement en vertu de la présente Convention.

Chapitre IV - Créances et actions

## Article 20

Privilège maritime

1 Aucune disposition de la présente Convention ne porte atteinte au privilège maritime de l'assistant résultant d'une convention internationale ou de la législation nationale.

2 L'assistant ne peut pas faire valoir son privilège maritime lorsqu'une garantie suffisante lui a été dûment offerte ou fournie pour le montant de sa créance, intérêts et frais compris.

## Article 21

Obligation de fournir une garantie

1 A la demande de l'assistant, la personne redevable d'un paiement en vertu de la présente Convention fournit une garantie suffisante au titre de la créance de l'assistant, intérêts et frais compris.

2 Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1, le propriétaire du navire sauvé fait de son mieux pour obtenir des propriétaires de la cargaison, avant que celle-ci ne soit libérée, une garantie suffisante au titre des créances formées contre eux, intérêts et frais compris.

3 Le navire et les autres biens sauvés ne doivent pas, sans le consentement de l'assistant, être enlevés du premier port ou lieu où ils sont arrivés après l'achèvement des opérations d'assistance, jusqu'à ce qu'ait été constituée une garantie suffisante au titre de la créance de l'assistant sur le navire ou les biens concernés.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## Article 22

Paiement provisoire

1 Le tribunal compétent pour statuer sur la créance de l'assistant peut, par une décision provisoire, ordonner que celui-ci reçoive un acompte équitable et juste, assorti de modalités, y compris d'une garantie s'il y a lieu, qui soient équitables et justes suivant les circonstances de l'affaire.

2 En cas de paiement provisoire en vertu du présent article, la garantie prévue à l'article 21 est réduite proportionnellement.

## Article 23

Prescription des actions

1 Toute action en paiement en vertu de la présente Convention est prescrite si une procédure judiciaire ou arbitrale n'a pas été engagée dans un délai de deux ans. Le délai de prescription court du jour où les opérations d'assistance ont été terminées.

2 La personne contre laquelle une créance a été formée peut à tout moment, pendant le délai de prescription, prolonger celui-ci par une déclaration adressée au créancier. Le délai peut de la même façon être à nouveau prolongé.

3 Une action récursoire peut être intentée même après l'expiration du délai de prescription prévu aux paragraphes précédents, si elle est introduite dans le délai fixé par la législation de l'Etat où la procédure est engagée.

## Article 24

Intérêts

Le droit de l'assistant à des intérêts sur tout paiement dû en vertu de la présente Convention est déterminé par la législation de l'Etat où siège le tribunal saisi du litige.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## Article 25

Cargaisons appartenant à un Etat

A moins que l'Etat propriétaire n'y consente, aucune disposition de la présente Convention ne peut être invoquée pour saisir, arrêter ou détenir par une mesure de justice quelconque des cargaisons non commerciales appartenant à un Etat et ayant droit, lors des opérations d'assistance, à l'immunité souveraine en vertu des principes généralement reconnus du droit international, ni pour engager une action in rem à l'encontre de ces cargaisons.

## Article 26

Cargaisons humanitaires

Aucune disposition de la présente Convention ne peut être invoquée pour saisir, arrêter ou détenir des cargaisons humanitaires données par un Etat, si cet Etat a accepté de rémunérer les services d'assistance rendus à ces cargaisons.

## Article 27

Publication des sentences arbitrales

Les Etats Parties encouragent, dans la mesure du possible et avec le consentement des parties, la publication des sentences arbitrales rendues en matière d'assistance.

Chapitre V - Clauses finales

## Article 28

Signature, ratification, acceptation,  
approbation et adhésion

1 La présente Convention est ouverte à la signature au Siège de l'Organisation du 1er juillet 1989 au 30 juin 1990. Elle reste ensuite ouverte à l'adhésion.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2 Les Etats peuvent exprimer leur consentement à être liés par la présente Convention par :

- a) signature sans réserve quant à la ratification, l'acceptation ou l'approbation; ou
- b) signature sous réserve de ratification, d'acceptation ou d'approbation, suivie de ratification, d'acceptation ou d'approbation; ou
- c) adhésion.

3 La ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion s'effectuent par le dépôt d'un instrument à cet effet auprès du Secrétaire général.

## Article 29

Entrée en vigueur

1 La présente Convention entre en vigueur un an après la date à laquelle quinze Etats ont exprimé leur consentement à être liés par elle.

2 Pour un Etat qui exprime son consentement à être lié par la présente Convention après que les conditions d'entrée en vigueur ont été remplies, ce consentement prend effet un an après la date à laquelle il a été exprimé.

## Article 30

Réserves

1 Tout Etat peut, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, se réserver le droit de ne pas appliquer les dispositions de la présente Convention :

- a) lorsque les opérations d'assistance ont lieu dans des eaux intérieures et que tous les navires en cause sont des bateaux de navigation intérieure;



## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- b) lorsque les opérations d'assistance ont lieu dans des eaux intérieures et qu'aucun navire n'est en cause;
  - c) lorsque toutes les parties intéressées sont des nationaux de cet Etat;
  - d) lorsqu'il s'agit d'un bien maritime culturel présentant un intérêt préhistorique, archéologique ou historique et qui se trouve au fond de la mer.
- 2 Une réserve faite au moment de la signature doit être confirmée lors de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation.

3 Tout Etat qui a formulé une réserve à l'égard de la présente Convention peut la retirer à tout moment au moyen d'une notification adressée au Secrétaire général. Ce retrait prend effet à la date à laquelle la notification est reçue. S'il est indiqué dans la notification que le retrait d'une réserve prendra effet à une date qui y est précisée et que cette date est postérieure à celle de la réception de la notification par le Secrétaire général, le retrait prend effet à la date ainsi précisée.

## Article 31

Dénonciation

1 La présente Convention peut être dénoncée par l'un quelconque des Etats Parties à tout moment après l'expiration d'une période de un an à compter de la date à laquelle la présente Convention entre en vigueur à l'égard de cet Etat.

La dénonciation s'effectue au moyen du dépôt d'un instrument de dénonciation auprès du Secrétaire général.

La dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général a reçu l'instrument de dénonciation ou à l'expiration de tout délai plus long énoncé dans cet instrument.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## Article 32

Révision et amendement

- 1 Une conférence peut être convoquée par l'Organisation en vue de réviser ou de modifier la présente Convention.
- 2 Le Secrétaire général convoque une conférence des Etats Parties à la présente Convention pour réviser ou modifier la Convention, à la demande de huit Etats Parties ou d'un quart des Etats Parties, si ce dernier chiffre est plus élevé.
- 3 Tout consentement à être lié par la présente Convention exprimé après la date d'entrée en vigueur d'un amendement à la présente Convention est réputé s'appliquer à la Convention telle que modifiée.

## Article 33

Dépositaire

- 1 La présente Convention est déposée auprès du Secrétaire général.
- 2 Le Secrétaire général :
  - a) informe tous les Etats qui ont signé la présente Convention ou y ont adhéré ainsi que tous les Membres de l'Organisation :
    - i) de toute nouvelle signature ou de tout dépôt d'un nouvel instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ainsi que de leur date;
    - ii) de la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention;
    - iii) du dépôt de tout instrument de dénonciation de la présente Convention, ainsi que de la date à laquelle il a été reçu et de la date à laquelle la dénonciation prend effet;

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- iv) de tout amendement adopté conformément à l'article 32;
  - v) de la réception de toute réserve, déclaration ou notification faite en vertu de la présente Convention;
- b) transmet des copies certifiées conformes de la présente Convention à tous les Etats qui l'ont signée ou qui y ont adhéré.
- 3 Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme en est transmise par le Dépositaire au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour être enregistrée et publiée conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

## Article 34

Langues

La présente Convention est établie en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, chaque texte faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, ont apposé leur signature à la présente Convention.

FAIT A LONDRES ce vingt-huit avril mil neuf cent quatre-vingt-neuf.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE  
DE 1989 SUR L'ASSISTANCE

1 Conformément à l'article 2 b) de la Convention portant création de l'Organisation maritime internationale, le Conseil de l'Organisation a décidé, à sa quatorzième session extraordinaire tenue en novembre 1987, de convoquer une conférence internationale chargée d'envisager l'adoption d'une nouvelle convention juridique sur l'assistance. L'Assemblée de l'Organisation a approuvé cette décision à sa quinzième session ordinaire par la résolution A.633(15) du 20 novembre 1987 sur le programme de travail et le budget pour le quinzième exercice financier (1988-1989).

2 La Conférence s'est tenue au Siège de l'Organisation maritime internationale, à Londres, du 17 au 28 avril 1989.

3 Les représentants des 66 Etats suivants ont pris part aux travaux de la Conférence :

ALGERIE	EGYPTE
ALLEMAGNE, REPUBLIQUE FEDERALE D'	EQUATEUR
ARABIE SAOUDITE	ESPAGNE
ARGENTINE	ETATS-UNIS D'AMERIQUE
AUSTRALIE	FINLANDE
BAHAMAS	FRANCE
BARBADE	GABON
BELGIQUE	GHANA
BRESIL	GRECE
BULGARIE	HONGRIE
CANADA	ILES MARSHALL
CHILI	INDE
CHINE	INDONESIE
CHYPRE	IRAN (REPUBLIQUE ISLAMIQUE D')
COLOMBIE	IRLANDE
CONGO	ISRAEL
COTE D'IVOIRE	ITALIE
CUBA	JAPON
DANEMARK	KIRIBATI

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

KUWEIT	REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE
LIBERIA	ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE
MALAISIE	DU NORD
MAROC	SEYCHELLES
MEXIQUE	SUEDE
NIGERIA	SUISSE
NORVEGE	TCHECOSLOVAQUIE
PANAMA	TUNISIE
PAYS-BAS	TURQUIE
PEROU	UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
POLOGNE	URUGUAY
PORTUGAL	VENEZUELA
REPUBLIQUE DE COREE	YEMEN DEMOCRATIQUE
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE	YUGOSLAVIE
ALLEMANDE	ZAIRE

4 L'Etat suivant avait envoyé un observateur à la Conférence :

ROUMANIE

5 Hong-kong, Membre associé de l'Organisation maritime internationale, avait envoyé des observateurs à la Conférence.

6 Un représentant de l'organisme suivant des Nations Unies a assisté à la Conférence :

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

7 Les deux organisations intergouvernementales suivantes avaient envoyé des observateurs à la Conférence :

FONDS INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION  
PAR LES HYDROCARBURES (FIPOL)  
FEDERATION ARABE DES TRANSPORTS MARITIMES (AFS)

8 Les 19 organisations internationales non gouvernementales suivantes avaient envoyé des observateurs à la conférence :

CHAMBRE INTERNATIONALE DE LA MARINE MARCHANDE (ICS)  
UNION INTERNATIONALE D'ASSURANCES TRANSPORTS (IUMI)  
COMITE MARITIME INTERNATIONAL (CMI)  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES PORTS (IAPH)  
CONSEIL MARITIME INTERNATIONAL ET BALTIQUE (BIMCO)  
ASSOCIATION DES ARMATEURS LATINO-AMERICAINS (LASA)  
OIL COMPANIES INTERNATIONAL MARINE FORUM (OCIMF)  
ASSOCIATION EUROPEENNE DES PROPRIETAIRES DE REMORQUEURS (ETA)

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ARMATEURS (INSA)  
 INTERNATIONALE DES AMIS DE LA TERRE (FOEI)  
 INTERNATIONAL ASSOCIATION OF DRILLING CONTRACTORS (IADC)  
 UNION INTERNATIONALE DE SAUVETAGE (ISU)  
 OIL INDUSTRY INTERNATIONAL EXPLORATION & PRODUCTION FORUM (E & P FORUM)  
 ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ARMATEURS PETROLIERS INDEPENDANTS  
 (INTERTANKO)  
 INTERNATIONAL GROUP OF P AND I ASSOCIATIONS (P & I)  
 UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES  
 RESSOURCES (IUCN)  
 ADVISORY COMMITTEE ON POLLUTION OF THE SEA (ACOFS)  
 FEDERATION INTERNATIONALE DES UTILISATEURS DE BATEAUX DE SAUVETAGE (ILF)  
 ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DISPACHEURS EUROPEENS (AIDE)

9 M. Francisco Kerdel-Vegas, Chef de la délégation vénézuélienne, a été élu Président de la Conférence.

10 La Conférence a élu les vice-présidents dont les noms suivent :

M. F. Lazcano	(Chili)
M. Meng Guangju	(Chine)
M. J.E. Vorbach	(Etats-Unis d'Amérique)
M. S. Rosadhi	(Indonésie)
M. H. Tanikawa	(Japon)
M. M.M.R. Al-Kandari	(Koweït)
M. Kerr	(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
M. G.G. Ivanov	(Union des Républiques socialistes soviétiques)
M. Tito Yisuku Gafudzi	(Zaïre)

11 Le Secrétariat de la Conférence était composé des membres suivants :

Secrétaire général	M. C.P. Srivastava Secrétaire général de l'Organisation
Secrétaire exécutif	M. T.A. Mensah Sous-secrétaire général
Secrétaire exécutif adjoint	M. C.H. Zimmerli Directeur adjoint principal, Division des affaires juridiques et des relations extérieures

12 La Conférence a constitué une Commission plénière qu'elle a chargée de l'examen du projet d'articles pour une convention sur l'assistance. La Conférence a aussi créé une Commission des clauses finales chargée d'examiner le projet de clauses finales de la Convention.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

13 La Conférence a constitué un Comité de rédaction composé de représentants des neuf Etats suivants :

CHINE  
EGYPTE  
ESPAGNE  
ETATS-UNIS D'AMERIQUE  
FRANCE  
MEXIQUE  
PAYS-BAS  
ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD  
UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES

14 Une Commission de vérification des pouvoirs a été désignée pour examiner les pouvoirs des représentants qui assistaient à la Conférence. La Commission était composée de représentants des Etats suivants :

CONGO  
EQUATEUR  
MALAISIE  
POLOGNE  
SUISSE

15 Les commissions et comité ont élu les bureaux suivants :

Commission plénière :

Président : M. N. Trotz (République démocratique allemande)

Vice-présidents : M. A. Popp (Canada)  
M. K. Kone (Côte d'Ivoire)

Comité de rédaction :

Président : M. W.W. Sturns (Pays-Bas)

Vice-présidents : M. J.P. Béraudo (France)  
M. J. Eusebio Salgado y Salgado (Mexique)

Commission des clauses finales :

Président : M. S.A.H. Yafai (Yémen démocratique)

Vice-présidents : M. R. Foti (Italie)  
M. I. Maku (Nigéria)

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

Commission de vérification des pouvoirs :

Président : M. V. Ngayala (Congo)

Vice-présidente : Mme Halimah Ismail (Malaisie)

16 La Conférence a fondé ses délibérations sur :

- le projet d'articles pour une convention sur l'assistance, élaboré par le Comité juridique de l'Organisation;
- le projet de clauses finales de la Convention sur l'assistance, élaboré par le Secrétariat de l'Organisation.

17 La Conférence était également saisie d'un certain nombre de documents, commentaires et observations, y compris de propositions de modifications, présentés par les gouvernements et les organisations intéressées au sujet du projet de convention.

18 A l'issue de ses délibérations, qui étaient fondées sur les rapports de la Commission plénière, de la Commission des clauses finales et des autres commission et comité, la Conférence a adopté la :

CONVENTION INTERNATIONALE DE 1989 SUR L'ASSISTANCE

En ce qui concerne le texte français du présent Acte final et de la Convention susvisée, la Conférence a décidé que le terme "assistance" signifie "l'assistance aux navires et le sauvetage des personnes et des biens".

19 La Conférence a également adopté une Interprétation commune concernant les articles 13 et 14 de la Convention internationale de 1989 sur l'assistance, qui fait l'objet du document 1 joint au présent Acte final.

20 La Conférence a en outre adopté les résolutions suivantes :

- Résolution demandant la modification des règles d'York et d'Anvers de 1974



---

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

---

- Résolution sur la coopération internationale pour la mise en oeuvre de la Convention internationale de 1989 sur l'assistance.

Ces résolutions font l'objet, respectivement, des documents 2 et 3 joints au présent Acte final.

21 Le texte du présent Acte final est établi en un seul exemplaire original en langues anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe, qui doit être déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale.

22 Le Secrétaire général adressera des copies certifiées conformes du présent Acte final et des documents qui y sont joints, ainsi que des copies certifiées conformes des textes authentiques de la Convention aux gouvernements des Etats invités à se faire représenter à la Conférence, en fonction des vœux que ceux-ci auront exprimés.

EN FOI DE QUOI les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Acte final.

FAIT A LONDRES, ce vingt-huit avril mil neuf cent quatre-vingt neuf.

\* \* \*

Document joint 1**INTERPRETATION COMMUNE CONCERNANT LES ARTICLES 13 ET 14 DE  
LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1989 SUR L'ASSISTANCE**

Selon l'interprétation commune de la Conférence, lorsque le tribunal fixe une rémunération en vertu de l'article 13 et calcule une indemnité spéciale en vertu de l'article 14 de la Convention internationale de 1989 sur l'assistance, il n'est pas tenu de fixer une rémunération en vertu de l'article 13 jusqu'à concurrence de la valeur maximale du navire et des autres biens sauvés avant de calculer l'indemnité spéciale à verser en vertu de l'article 14.

\* \* \*

Document joint 2

RESOLUTION DEMANDANT LA MODIFICATION DES REGLES D'YORK  
ET D'ANVERS DE 1974

LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE 1989 SUR L'ASSISTANCE,

AYANT ADOPTE la Convention internationale de 1989 sur l'assistance,

CONSIDERANT que les paiements effectués conformément à l'article 14 ne  
sont pas destinés à être admis en avarie commune,

PRIE le Secrétaire général de l'Organisation maritime internationale de  
prendre les mesures appropriées pour faire modifier rapidement les Règles  
d'York et d'Anvers de 1974 afin de veiller à ce que l'indemnité spéciale payée  
en vertu de l'article 14 ne soit pas assujettie à l'avarie commune.

\* \* \*

DOCUMENTI JOINT 3

**RESOLUTION SUR LA COOPERATION INTERNATIONALE POUR LA MISE  
EN OEUVRE DE LA CONVENTION INTERNATIONALE DE 1989  
SUR L'ASSISTANCE**

**LA CONFERENCE INTERNATIONALE DE 1989 SUR L'ASSISTANCE,**

**AYANT ADOPTE** la Convention internationale de 1989 sur l'assistance  
(ci-après dénommée "la Convention"),

**ESTIMANT** souhaitable qu'un aussi grand nombre d'Etats que possible  
deviennent Parties à la Convention,

**RECONNAISSANT** que l'entrée en vigueur de la Convention constituera un  
facteur supplémentaire important pour la protection du milieu marin,

**CONSIDERANT** qu'une diffusion internationale et une large mise en oeuvre  
de la Convention sont d'une importance capitale pour la réalisation de ses  
objectifs,

**I RECOMMANDE**

- a) que l'Organisation encourage la diffusion de la Convention en organisant des séminaires, des cours ou des colloques;
- b) que les instituts de formation créés sous les auspices de l'Organisation inscrivent l'étude de la Convention dans leurs programmes de cours;

**II PRIE**

- a) les Etats Membres de communiquer à l'Organisation le texte des lois, ordonnances, décrets, règlements et autres instruments promulgués sur les diverses questions qui entrent dans le champ d'application de la Convention;

---

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

---

- b) les Etats Membres d'encourager, en consultation avec l'Organisation, l'octroi d'une aide aux Etats qui demandent une assistance technique pour l'élaboration des lois, ordonnances, décrets, règlements et autres instruments requis pour la mise en oeuvre de la Convention; et
  
- c) l'Organisation d'informer les Etats Membres de toute communication qu'elle pourrait recevoir en application du paragraphe II a) ci-dessus.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE INTERNAZIONALE SUL SALVATAGGIO DEL 1989

GLI STATI PARTI ALLA PRESENTE CONVENZIONE

RICONOSCENDO l'auspicabilità di stabilire per via convenzionale norme internazionali uniformi relative alle operazioni di salvataggio,

NOTANDO che sviluppi sostanziali, in particolare una crescente preoccupazione per la protezione dell'ambiente hanno evidenziato la necessità di procedere ad una revisione delle norme internazionali attualmente contenute nella Convenzione per l'Unificazione di Alcune Norme di Legge relative all'assistenza ed al salvataggio in mare, fatta a Bruxelles il 23 Settembre 1910,

CONSAPEVOLI dell'importante contributo che può essere fornito da operazioni di salvataggio efficienti e tempestive alla sicurezza delle navi e di altri beni in pericolo, nonché alla protezione dell'ambiente,

CONVINTI della necessità di prevedere adeguati incentivi per le persone che intraprendono operazioni di salvataggio riguardo a navi e ad altri beni in pericolo,

HANNO CONVENUTO quanto segue:

CAPITOLO I - DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo primo

Definizioni

Ai fini della presente Convenzione:

a) L'espressione "operazione di salvataggio" significa ogni atto o attività intrapresa per assistere una nave o ogni altro bene in pericolo in acque navigabili o in qualsiasi altro corso d'acqua,

b) L'espressione "nave" significa ogni bastimento di mare, nave o mezzo o ogni struttura atta alla navigazione,

c) L'espressione "bene" significa ogni bene che non è legato in maniera permanente ed intenzionale al litorale e comprende il noleggio a rischio.

d) L'espressione "danno all'ambiente" significa un pregiudizio materiale importante per la salute dell'uomo, per la fauna o la flora marine, o per le risorse marine nelle acque costiere o interne o nelle zone adiacenti, causato da inquinamento, contaminazione, incendio, esplosione o gravi fatti analoghi.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

e) L'espressione "pagamento" significa ogni remunerazione, ricompensa o indennità dovuta ai sensi della presente Convenzione.

f) L'espressione "Organizzazione" significa l'Organizzazione marittima internazionale

g) L'espressione "Segretario generale" significa il Segretario generale dell'Organizzazione.

Articolo 2  
Applicazione della Convenzione

La presente Convenzione si applica ogni qualvolta siano intentati procedimenti giudiziari o arbitrari in uno Stato Parte, relativi a questioni che sono oggetto della presente Convenzione.

Articolo 3  
Piattaforme ed unità di trivellazione

La presente Convenzione non si applica alle piattaforme fisse o galleggianti né alle unità mobili di trivellazione off shore quando queste piattaforme o unità sono adibite, là dove sono localizzate, alla esplorazione, allo sfruttamento o alla produzione di risorse minerali del fondo marino.

Articolo 4  
Navi di proprietà di uno Stato

1. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 5, la presente Convenzione non si applica alle navi da guerra o ad altre navi non commerciali di proprietà di uno Stato o da esso gestite e che beneficiano al momento delle operazioni di salvataggio, del diritto all'immunità sovrana in base ai principi generalmente riconosciuti del diritto internazionale, a meno che questo Stato non decida diversamente.

2. Se uno Stato Parte decide di applicare la Convenzione alle sue navi da guerra o ad altre navi di cui al paragrafo 1, esso ne notifica in merito il Segretario Generale specificando le modalità e le condizioni di tale applicazione.

Articolo 5

Operazioni di salvataggio effettuate sotto il controllo di autorità pubbliche

1. La presente Convenzione non pregiudica alcuna delle disposizioni della legislazione nazionale o di ogni Convenzione internazionale relative alle operazioni di salvataggio effettuate da Autorità pubbliche o sotto il loro controllo.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Tuttavia i soccorritori che effettuano tali operazioni di salvataggio sono abilitati ad avvalersi dei diritti e dei mezzi di ricorso previsti dalla presente Convenzione per quanto riguarda le operazioni di salvataggio.

3. La misura in cui un'autorità pubblica avente l'obbligo di eseguire operazioni di assistenza può avvalersi dei diritti e dei mezzi di ricorso previsti dalla presente Convenzione è determinata dalla legislazione dello Stato nel quale tale autorità è situata.

Articolo 6  
Contratti di salvataggio

1. La presente Convenzione si applica ad ogni operazione di salvataggio salvo nella misura in cui un contratto disponga diversamente, sia espressamente, sia implicitamente.

2. Il capitano ha facoltà di stipulare contratti di salvataggio a nome del proprietario della nave. Il capitano o il proprietario della nave hanno facoltà di concludere tali contratti per conto del proprietario dei beni che si trovano a bordo della nave.

3. Nessuna disposizione del presente articolo pregiudica l'attuazione dell'articolo 7 o l'obbligo di prevenire o ridurre danni all'ambiente.

Articolo 7  
Annullamento e modifica dei contratti

Un contratto, o qualsiasi sua condizione, può essere annullato o modificato se:

a) il contratto è stato concluso sotto indebita pressione, o sotto l'influenza di pericolo e le sue condizioni non sono eque; oppure se

b) il pagamento convenuto in base al contratto è eccessivamente elevato o eccessivamente basso per i servizi effettivamente corrisposti.



CAPITOLO II - ESECUZIONE DELLE OPERAZIONI DI SALVATAGGIO

## Articolo 8

Obblighi del soccorritore, del proprietario e del capitano

1. Il soccorritore ha, nei confronti del proprietario della nave o degli altri beni in pericolo, l'obbligo:

a) di effettuare le operazioni di soccorso con la dovuta cura;

b) nell'adempiere all'obbligo specificato al capoverso a), di agire con la dovuta cura per prevenire o ridurre danni all'ambiente;

c) ogni qualvolta le circostanze lo richiedano in maniera ragionevole, di sforzarsi di ottenere l'assistenza di altri soccorritori;

d) di accettare l'intervento di altri soccorritori qualora ne sia ragionevolmente richiesto dal capitano o dal proprietario della nave o di altri beni in pericolo; rimane tuttavia inteso che l'importo della sua remunerazione non sarà pregiudicato qualora risulti che detta richiesta non era ragionevole.

2. Il capitano ed il proprietario della nave o il proprietario degli altri beni in pericolo hanno nei confronti del soccorritore, l'obbligo:

a) di cooperare pienamente con esso durante le operazioni di soccorso;

b) ciò facendo, di agire con la dovuta cura per prevenire o ridurre danni all'ambiente;

c) quando la nave o gli altri beni sono stati condotti in un luogo sicuro, di accettarne la riconsegna qualora il soccorritore lo chieda loro in maniera ragionevole.

## Articolo 9

Diritti degli Stati costieri

Nulla nella presente Convenzione pregiudica il diritto dello Stato costiero interessato di adottare provvedimenti, in conformità con i principi generalmente riconosciuti del diritto internazionale, al fine di proteggere il suo litorale o interessi connessi, da inquinamento o minacce di inquinamento derivanti da un incidente in mare, o da atti connessi a tale incidente per i quali si possano ragionevolmente prevedere gravi conseguenze pregiudizievoli, ivi compreso il diritto di

uno Stato costiero di impartire direttive per quanto riguarda le operazioni di salvataggio.

Articolo 10  
Obbligo di prestare assistenza

1. Ogni capitano è tenuto, nella misura in cui può farlo senza grave pericolo per la sua nave e per le persone a bordo, a prestare assistenza ad ogni persona in pericolo di scomparire in mare.

2. Gli Stati parti adottano i provvedimenti necessari per far rispettare l'obbligo enunciato al paragrafo 1.

3. Il proprietario della nave non è responsabile della violazione, da parte del capitano, dell'obbligo enunciato al paragrafo 1.

Articolo 11  
Cooperazione

Ogni qualvolta uno Stato parte promulga regole o adotta decisioni su questioni relative ad operazioni di salvataggio, come l'accettazione nei porti delle navi in pericolo o la fornitura di mezzi ai soccorritori, esso prenderà in considerazione la necessità di una cooperazione tra i soccorritori, le altre parti interessate e le autorità pubbliche al fine di garantire il buon successo e l'efficace attuazione delle operazioni di salvataggio volte a trarre in salvo vite umane o beni in pericolo, nonché prevenire al contempo i danni all'ambiente in generale.

CAPITOLO III - DIRITTI DEI SOCCORRITORI

## Articolo 12

Requisiti per il diritto ad una ricompensa

1. Le operazioni di salvataggio che hanno avuto un risultato utile danno diritto ad una remunerazione.
2. Salvo disposizione contraria, nessun pagamento è dovuto in base alla presente Convenzione se le operazioni di salvataggio non hanno dato luogo a risultati utili.
3. Le disposizioni del presente capitolo si applicano anche se la nave tratta in salvo e la nave che effettua le operazioni di soccorso appartengono allo stesso proprietario.

## Articolo 13

Criteri per stabilire la remunerazione

1. La remunerazione è stabilita in vista di incoraggiare le operazioni di soccorso, tenendo conto dei seguenti criteri, ma indipendentemente dall'ordine in cui sono enumerati in appresso:
  - a) valore della nave e degli altri beni tratti in salvo;
  - b) cura e sforzi dei soccorritori per prevenire o ridurre danni all'ambiente;
  - c) portata dei positivi risultati ottenuti dal soccorritore;
  - d) natura ed importanza del pericolo;
  - e) abilità e sforzi dei soccorritori nel trarre in salvo la nave, gli altri beni e le vite umane;
  - f) tempo utilizzato, spese e perdite incorse dai soccorritori;
  - g) rischio di responsabilità ed altri rischi incorsi dai soccorritori o dalle loro attrezzature;
  - h) rapidità dei servizi resi;
  - i) disponibilità ed uso di navi o di altri materiali destinati alle operazioni di salvataggio;
  - j) stato di preparazione, nonché efficienza e valore delle attrezzature del soccorritore.
2. Il pagamento di una remunerazione stabilita in conformità con il paragrafo 1 sarà effettuato da tutte le parti interessate alla nave ed agli altri beni tratti in salvo, proporzionalmente al loro valore rispettivo. Tuttavia, uno Stato parte può prevedere nella sua

legislazione nazionale che il pagamento di un compenso speciale sia effettuato da una delle parti interessate, fatto salvo il diritto di tale parte in causa diritto di ricorrere contro le altre parti per quanto riguarda le rispettive quote. Nulla nel presente articolo pregiudica l'esercizio di un eventuale diritto di difesa.

3. Le remunerazioni, che non includono interessi e spese legali recuperabili dovuti se del caso al riguardo, non dovranno superare il valore della nave e degli altri beni tratti in salvo.

#### Articolo 14 Compenso speciale

1. Se il soccorritore ha effettuato operazioni di soccorso riguardo ad una nave che di per sé o per via del suo carico minacciava di causare danni all'ambiente, e non è riuscito ad ottenere, ai sensi dell'articolo 13 una remunerazione almeno equivalente al compenso speciale calcolato in conformità al presente articolo, egli ha diritto di ottenere dal proprietario di quella nave, un compenso speciale equivalente alle sue spese come qui definite.

2. Se, nelle circostanze enunciate al paragrafo 1, il soccorritore ha prevenuto o limitato i danni all'ambiente nelle operazioni di salvataggio, il compenso speciale dovuto dal proprietario al soccorritore in base al paragrafo 1 può essere aumentato fino ad un massimo del 30% delle spese incorse dal soccorritore. Tuttavia, qualora lo ritenga equo e giusto, ed in considerazione dei criteri pertinenti enunciati al paragrafo 1 dell'articolo 13, il Tribunale potrà ulteriormente aumentare tale compenso speciale, ma l'aumento totale non dovrà in ogni caso ammontare a più del 100 % delle spese incorse dal soccorritore.

3. Le spese del soccorritore includono, ai fini dei paragrafi 1 e 2, le somme anticipate ragionevolmente sborsate dal soccorritore nelle operazioni di soccorso nonché una equa cifra per il materiale ed il personale effettivamente e ragionevolmente utilizzati nelle operazioni di soccorso, in base ai criteri enunciati ai capoversi h), i) e j) del paragrafo 1 dell'articolo 13.

4. Il compenso speciale totale di cui al presente articolo sarà pagato solo nel caso e nella misura in cui esso sia superiore ad ogni remunerazione che il soccorritore abbia possibilità di ottenere in base all'articolo 13.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

5. Se il soccorritore è stato negligente ed abbia di conseguenza mancato di prevenire o ridurre i danni all'ambiente, egli potrà essere privato di tutto il compenso speciale dovuto in base al presente articolo o di parte di esso.

6. Nulla nel presente articolo pregiudica qualsiasi diritto di ricorso del proprietario della nave.

## Articolo 15

Spartizione tra i soccorritori

1. La spartizione di una ricompensa in base all'articolo 13 tra i soccorritori sarà effettuata in base ai criteri contenuti in tale articolo.

2. La spartizione tra il proprietario, il capitano ed altre persone al servizio di ogni nave di soccorso sarà determinata secondo la legge di bandiera di tale nave. Se il salvataggio non è stato effettuato a partire da una nave, la spartizione sarà determinata secondo la legge che disciplina il contratto concluso tra il soccorritore ed i suoi incaricati.

## Articolo 16

Salvataggio di persone

1. Nessuna remunerazione è dovuta dalle persone che sono state tratte in salvo, tuttavia nessuna norma del presente articolo pregiudica le disposizioni della legislazione nazionale in materia.

2. Una persona che ha tratto in salvo vite umane e che ha partecipato ai servizi resi in occasione dell'incidente che ha dato luogo ad operazioni di soccorso, ha diritto ad una parte equa del pagamento assegnato al soccorritore per aver tratto in salvo la nave o altri beni, o prevenuto o limitato i danni all'ambiente.

## Articolo 17

Servizi resi in virtù di contratti esistenti

Nessun pagamento è dovuto ai sensi delle disposizioni della presente Convenzione, a meno che i servizi resi non eccedano ciò che può ragionevolmente essere considerato come la dovuta esecuzione di un contratto concluso prima della sopravvenienza del pericolo.

## Articolo 18

Conseguenze del fallo di un soccorritore

Un soccorritore potrà essere privato di tutto o di parte del pagamento dovuto in base alla presente Convenzione, qualora le operazioni di soccorso siano state rese necessarie o più difficili per sua colpa o

negligenza o se il soccorritore si è reso colpevole di frode o altro comportamento disonesto.

**Articolo 19**

**Divieto di effettuare operazioni di soccorso**

I servizi resi malgrado il divieto espresso e ragionevole del proprietario o del capitano della nave o del proprietario di ogni altro bene in pericolo che non è e che non è stato a bordo della nave, non danno diritto ad un pagamento ai sensi della presente Convenzione.

Capitolo IV - Crediti ed azioni legali

## Articolo 20

Privilegio marittimo

1. Nessuna disposizione della presente Convenzione pregiudica il privilegio marittimo del soccorritore derivante da una Convenzione internazionale o dalla legislazione nazionale.

2. Il soccorritore non può far valere il suo privilegio marittimo se una garanzia sufficiente gli è stata debitamente offerta o fornita per l'importo del suo credito, interessi e spese comprese.

## Articolo 21

Obbligo di fornire una garanzia

1. A richiesta del soccorritore, la persona che è debitrice di un pagamento in base alla presente Convenzione, dovrà fornire un'adeguata garanzia a fronte del credito del soccorritore, interessi e spese comprese.

2. Fatte salve le disposizioni del paragrafo 1, il proprietario della nave tratta in salvo farà ogni sforzo per ottenere dai proprietari del carico, prima del rilascio di quest'ultimo, una garanzia adeguata a fronte dei crediti che si sono formati contro di essi, interessi e spese comprese.

3. La nave e gli altri beni tratti in salvo non potranno, senza il consenso del soccorritore, essere rimossi dal primo porto o luogo in cui sono pervenuti al termine delle operazioni di soccorso sino a quando non sia stata costituita una garanzia sufficiente a fronte del credito del soccorritore, sulla nave o sui beni in oggetto.

## Articolo 22

Pagamento provvisorio

1. Il tribunale competente a deliberare sul credito del soccorritore, può, mediante una decisione provvisoria, ordinare che quest'ultimo riceva a titolo di acconto, un ammontare equo e giusto, ed a determinate condizioni, come eventualmente una garanzia, che siano eque e giuste a seconda delle circostanze del caso.

2. In caso di pagamento provvisorio ai sensi del presente articolo, la garanzia prevista all'articolo 21 è ridotta in proporzione.

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

## Articolo 23

Prescrizione per le azioni legali

1. Ogni azione legale relativa al pagamento in base alla presente Convenzione cade in prescrizione se una procedura giudiziaria o arbitrale non è istituita entro un termine di due anni. La durata del termine di prescrizione decorre dal giorno in cui le operazioni di soccorso hanno avuto fine.

2. La persona contro la quale viene presentato un reclamo, può in qualsiasi momento, durante la durata del termine di prescrizione, prorogare questo periodo mediante una dichiarazione indirizzata al creditore. Il termine potrà essere ulteriormente prorogato in maniera analoga.

3. Un'azione di rivalsa può essere intentata anche dopo lo scadere del termine di prescrizione di cui nei paragrafi precedenti, se è presentata entro il termine stabilito dalla legislazione dello Stato in cui il procedimento è intentato.

## Articolo 24

Interessi

Sarà determinato in base alla legislazione dello Stato in cui ha sede il Tribunale adito della controversia, il diritto del soccorritore ad interessi su ogni pagamento dovuto in base alla presente Convenzione.

## Articolo 25

Carichi di proprietà di uno Stato

A meno che lo Stato proprietario non vi acconsenta, nessuna disposizione della presente Convenzione potrà essere invocata per confiscare, fermare o detenere con qualsiasi provvedimento giudiziario carichi non commerciali appartenenti ad uno Stato ed aventi diritto in occasione delle operazioni di soccorso, all'immunità sovrana in base a principi generalmente riconosciuti del diritto internazionale, né per intentare un procedimento in rem contro tali carichi.

## Articolo 26

Carichi umanitari

Nessuna disposizione della presente Convenzione potrà essere invocata in vista di confiscare, fermare o detenere carichi umanitari donati da uno Stato, se questo Stato ha accettato di remunerare i servizi di soccorso resi in relazione a tali carichi umanitari.

## Articolo 27

Pubblicazione di sentenze arbitrali

Gli Stati parti incoraggiano per quanto possibile e



---

XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

---

con il consenso delle parti, la pubblicazione di sentenze arbitrali pronunciate in materia di salvataggio.

CAPITOLO V - CLAUSOLE FINALI

Articolo 28

Firma, ratifica, accettazione, approvazione ed adesione

1. La presente Convenzione è aperta alla firma presso la Sede dell'Organizzazione dal 1 Luglio 1989 al 30 Giugno 1990 e rimarrà successivamente aperta per l'adesione.

2. Gli Stati possono esprimere il loro consenso ad essere vincolati dalla presente Convenzione mediante:

(a) firma senza riserva di ratifica, accettazione o approvazione; oppure

(b) firma con riserva di ratifica, accettazione o approvazione, seguita da ratifica, accettazione o approvazione; oppure

(c) adesione.

3. La ratifica, l'accettazione, l'approvazione o l'adesione saranno effettuati mediante il deposito di uno strumento a tal fine presso il Segretario Generale.

Articolo 29

Entrata in vigore

1. La presente Convenzione entra in vigore un anno dopo la data alla quale 15 Stati hanno espresso il loro consenso ad esserne parte.

2. Per uno Stato che esprime il suo consenso ad essere vincolato dalla presente Convenzione dopo che le condizioni di entrata in vigore siano state soddisfatte, tale consenso ha effetto un anno dopo la data in cui tale consenso è stato espresso.

Articolo 30

Riserve

1. Ogni Stato può al momento della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, riservarsi il diritto di non applicare le disposizioni della presente Convenzione:

(a) quando le operazioni di soccorso si svolgono in acque interne e tutti i mezzi navali implicati sono battelli di navigazione interna;

(b) quando le operazioni di soccorso avvengono in

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

acque interne e nessuna nave vi è implicata;

(c) quando tutte le parti interessate hanno la nazionalità di quello Stato;

(d) qualora si tratti di un bene marittimo culturale di interesse preistorico, archeologico, o storico, situato in fondo al mare.

2. Le riserve effettuate all'atto della firma devono essere confermate al momento della ratifica, dell'accettazione o dell'approvazione.

3. Ogni Stato che ha formulato una riserva nei confronti della presente Convenzione può ritirarla in qualsiasi momento con una notifica indirizzata al Segretario generale. Tale ritiro ha effetto alla data in cui la notifica è ricevuta. Qualora sia indicato nella notifica che il ritiro di una riserva avverrà ad una data specificata in detta notifica, essendo questa data successiva a quella in cui il Segretario generale ha ricevuto la notifica, il ritiro ha effetto a tale data successiva.

#### Articolo 31

##### Denuncia

1. La presente Convenzione può essere denunciata da ogni Stato Parte in qualsiasi momento dopo lo scadere di un periodo di un anno a decorrere dalla data in cui la presente Convenzione entra in vigore per tale Stato.

2. La denuncia è effettuata mediante il deposito di uno strumento di denuncia presso il Segretario generale.

3. La denuncia ha effetto un anno dopo la data in cui il Segretario generale ha ricevuto lo strumento di denuncia o allo scadere di qualsiasi termine più esteso eventualmente specificato nello strumento di denuncia.

#### Articolo 32

##### Revisione ed emendamento

1. Una Conferenza può essere convocata dall'Organizzazione in vista di rivedere o emendare la presente Convenzione.

2. Il Segretario generale convocherà una conferenza degli Stati parti alla presente Convenzione al fine di rivedere o emendare la Convenzione, su richiesta di otto Stati Parti o di un quarto degli Stati Parti, qualora quest'ultimo numero sia superiore.

3. Ogni consenso ad essere parte alla presente Convenzione, espresso dopo la data di entrata in vigore di un emendamento alla presente Convenzione, sarà considerato come applicantesi alla Convenzione così come emendata.

## Articolo 33

Depositario

1. La presente Convenzione è depositata presso il Segretario generale.

2. Il Segretario generale:

a) informa tutti gli Stati che hanno firmato la presente Convenzione o che vi hanno aderito nonché tutti i membri dell'Organizzazione:

i) di ogni nuova firma o di ogni deposito di un nuovo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione nonché della loro data;

ii) della data dell'entrata in vigore della presente Convenzione;

iii) del deposito di ogni strumento di denuncia della presente Convenzione, nonché della data alla quale è stato ricevuto e della data alla quale la denuncia ha effetto;

iv) di ogni emendamento adottato in conformità con l'Articolo 32;

v) del ricevimento di ogni riserva, dichiarazione o notifica effettuata in virtù della presente Convenzione;

b) trasmette copie certificate conformi della presente Convenzione a tutti gli Stati che l'hanno firmata o che vi hanno aderito.

3. Non appena la presente Convenzione entra in vigore, una copia certificata conforme sarà trasmessa dal Depositario al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite per essere registrata e pubblicata in conformità con l'Articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite.

## Articolo 34

Lingue

La presente Convenzione è redatta in un solo esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola, ciascun testo facente ugualmente fede.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti a tal fine debitamente autorizzati dai loro rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO A LONDRA il ventotto aprile  
millenovecentottantanove.

ATTO FINALE DELLA CONFERENZA INTERNAZIONALE SUL SALVATAGGIO DEL  
1989

1. In conformità con l'articolo 2 b) della Convenzione istitutiva dell'Organizzazione Marittima Internazionale, il Consiglio dell'Organizzazione ha deciso nella sua quattordicesima sessione straordinaria svoltasi in Novembre 1987, di convocare una Conferenza internazionale incaricata di considerare l'adozione di una nuova Convenzione sul diritto del salvataggio. Tale decisione è stata convalidata dall'assemblea dell'Organizzazione nella sua quindicesima sessione ordinaria con la Risoluzione A.633(15) del 20 Novembre 1987 sul programma di lavoro e bilancio preventivo per il quindicesimo esercizio finanziario (1988-1989).

2. La Conferenza si è svolta presso la sede dell'Organizzazione Marittima Internazionale a Londra dal 17 al 28 aprile 1989.

3. Hanno partecipato ai lavori della Conferenza i rappresentanti dei 66 Stati seguenti:

ALGERIA  
ARABIA SAUDITA  
ARGENTINA  
AUSTRALIA  
BAHAMAS  
BARBADOS

BELGIO  
BRASILE  
BULGARIA

CANADA  
CECOSLOVACCHIA  
CILE  
CINA

CIPRO  
COLOMBIA  
CONGO  
COSTA D'AVORIO  
CUBA  
DANIMARCA

EGITTO  
EQUADOR

FINLANDIA  
FRANCIA  
GERMANIA  
(REP. FEDERALE)  
GABON  
GHANA  
GIAPPONE  
GRECIA  
INDIA

INDONESIA  
IRAN  
(REP. ISLAMICA)  
IRLANDA  
ISRAELE  
ISOLE MARSHALL  
ITALIA  
IUGOSLAVIA  
KIRIBATI

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

KUWAIT	REPUBBLICA POPOLARE
LIBERIA	DEMOCRATICA DI COREA
MALESIA	REGNO UNITO DI G. BRETAGNA
MAROCCO	E D'IRLANDA DEL NORD
	SEYCHELLES
	SPAGNA
MESSICO	STATI UNITI D'AMERICA
	SVEZIA
NIGERIA	SVIZZERA
NORVEGIA	TUNISIA
PAESI BASSI	TURCHIA
	UNGHERIA
PANAMA	URSS
PERU	URUGUAY
POLONIA	VENEZUELA
PORTOGALLO	YEMEN DEMOCRATICO
REPUBBLICA DI COREA	ZAIRE
REPUBBLICA DEMOCRATICA	
TEDESCA	

4. Aveva inviato un osservatore alla Conferenza il seguente Stato:

ROMANIA

5. Hong-Kong, Membro associato dell'Organizzazione marittima internazionale, aveva inviato osservatori alla Conferenza.

6. Ha assistito alla Conferenza un rappresentante del seguente organismo delle Nazioni Unite:

Alto Commissariato delle Nazioni Unite per i rifugiati (HCR)

7. Avevano inviato osservatori alla Conferenza le seguenti due organizzazioni intergovernative :

FONDO INTERNAZIONALE DI INDENNIZZAZIONE PER I DANNI DOVUTI ALL'INQUINAMENTO DA IDROCARBURI (FIPOL)

FEDERAZIONE ARABA DEI TRASPORTI MARITTIMI (AFS)

8. Avevano inviato osservatori alla conferenza le seguenti 19 Organizzazioni internazionali non governative in appresso:

CAMERA INTERNAZIONALE DELLA MARINA MERCANTILE (ICS)  
 UNIONE INTERNAZIONALE DI ASSICURAZIONI TRASPORTI (IUMI)  
 COMITATO MARITTIMO INTERNAZIONALE (CMI)  
 ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DEI PORTI (IAPH)  
 CONSIGLIO MARITTIMO INTERNAZIONALE E BALTICO (BIMCO)  
 ASSOCIAZIONE DEGLI ARMATORI LATINO-AMERICANI (LASA)  
 OIL COMPANIES INTERNATIONAL MARINE FORUM (OCIMF)  
 ASSOCIAZIONE EUROPEA DEI PROPRIETARI DI RIMORCHIATORI (ETA)  
 ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DEGLI ARMATORI (INSA)  
 INTERNAZIONALE DEGLI AMICI DELLA TERRA (FOEI)

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

INTERNATIONAL ASSOCIATION OF DRILLING CONTRACTORS (IADC)  
 UNIONE INTERNAZIONALE PER IL SALVATAGGIO (ISU)  
 OIL INDUSTRY INTERNATIONAL EXPLORATION & PRODUCTION  
 FORUM (E & P FORUM)  
 ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE DEGLI ARMATORI PETROLIFERI  
 INDIPENDENTI (INTERTANKO)  
 INTERNATIONAL GROUP OF P AND I ASSOCIATIONS (P & I)  
 UNIONE INTERNAZIONALE PER LA CONSERVAZIONE DELLA NATURA  
 E DELLE SUE RISORSE (IUCN)  
 ADVISORY COMMITTEE ON POLLUTION OF THE SEA (ACOPS)  
 FEDERAZIONE INTERNAZIONALE UTENTI BATTELLI DI SALVATAGGIO  
 (ILF)  
 ASSOCIAZIONE INTERNAZIONALE SPEDIZIONIERI EUROPEI (AIDE)

9. Francisco Kerdel-Vegas, Capo della delegazione venezuelana, é stato eletto Presidente della Conferenza.

10. La Conferenza ha eletto i seguenti Vice-presidenti:

Ammiraglio F. Lazcano	Cile
Meng Guangju	Cina
Contrammiraglio J.E Vorbach	USA
S. Rosadhi	Indonesia
H. Tanikawa	Giappone
M.M.R. Al-Kandari	Kuweit
On. Lord Kerr	Regno Unito Gran Bretagna/Irlanda Nord
G.G. Ivanov	URSS
Tito Yisuku Gafudzi	Zaire

11. Il Segretariato della Conferenza era composto dei seguenti membri:

Segretario generale	C.P. Srivastava Segretario generale Organizzazione
Segretario Esecutivo	T.A. Mensah Sotto-Segretario generale
Vice Segretario aggiunto	C.H. Zimmerli Direttore aggiunto principale - Divisione affari giuridici e relazioni esterne

12. La Conferenza ha istituito una Commissione plenaria che ha incaricato dell'esame del progetto di articolato di una Convenzione sul salvataggio. La Conferenza ha inoltre costituito una Commissione per le clausole finali, incaricata di esaminare il progetto di clausole finali della Convenzione.

13. La Conferenza ha istituito un Comitato di redazione costituito da rappresentanti dei seguenti nove Stati:

CINA

EGITTO

FRANCIA

MESSICO

PAESI BASSI

REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E D'IRLANDA DEL NORD

SPAGNA

STATI UNITI D'AMERICA

UNIONE DELLE REPUBBLICHE SOCIALISTE SOVIETICHE

## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

14. Una commissione di verifica delle credenziali è stata designata per esaminare le credenziali dei rappresentanti che hanno assistito alla Conferenza. La Commissione era composta da rappresentanti dei seguenti Stati:

CONGO  
EQUADOR  
MALESIA  
POLONIA  
SVIZZERA

15. Le Commissioni ed il Comitato hanno eletto i seguenti uffici:

Commissione plenaria:

Presidente: N. Trotz (Repubblica democratica tedesca)

Vice-presidenti: A. Popp (Canada)  
K. Kone (Costa d'Avorio)

Comitato di redazione:

Presidente: W.W. Sturms (Paesi Bassi)

Vice-Presidenti: J.P. Béraudo (Francia)  
J. Eusebio Salgado y Salgado (Messico)

Commissione per le clausole finali:

Presidente: S.A.H. Yafai (Yemen democratico)

Vice-Presidenti: R. Foti (Italia)  
I. Maku (Nigeria)

Commissione di verifica delle credenziali:

Presidente: V. Ngayala (Congo)

Vice-presidente: Halimah Ismail (Malesia)

16. La Conferenza ha basato le sue delibere su:

- il progetto di articolato per una Convenzione sul salvataggio, elaborato dal Comitato giuridico dell'Organizzazione;

- il progetto di clausole finali della Convenzione sul salvataggio, elaborato dal Segretariato dell'Organizzazione.

17. Alla Conferenza venivano altresì presentati alcuni documenti, commenti ed osservazioni ivi comprese proposte di emendamenti presentate dai Governi e dalle Organizzazioni interessate in relazione al progetto di Convenzione.



## XII LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

18. Al termine delle sue deliberazioni fondate sui rapporti della Commissione plenaria, della Commissione per le clausole finali e di altre Commissioni e Comitati, la Conferenza ha adottato la:

## CONVENZIONE INTERNAZIONALE SUL SALVATAGGIO DEL 1989

Per quanto concerne il testo francese del presente Atto finale e della Convenzione di cui sopra, la Conferenza ha stabilito che il termine "salvataggio" significa "il soccorso alle navi ed il salvataggio di persone e di beni".

19. La Conferenza ha altresì adottato una Interpretazione congiunta per quanto riguarda gli articoli 13 e 14 della Convenzione internazionale sul Salvataggio del 1989, che è oggetto del documento 1 allegato al presente Atto finale.

20. La Conferenza ha inoltre adottato le seguenti Risoluzioni:

- Risoluzione che richiede l'emendamento delle regole di York e di Anversa del 1974.

- Risoluzione sulla cooperazione internazionale per l'attuazione della Convenzione internazionale sul salvataggio del 1989 .

Queste risoluzioni sono contenute rispettivamente nei documenti 2 e 3 annessi al presente Atto Finale.

21. Il testo del presente Atto finale è stabilito in un unico esemplare originale in lingua araba, cinese, francese, inglese, russa e spagnola che dovrà essere depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione marittima internazionale.

22. Il Segretario generale invierà copie certificate conformi del presente Atto finale e dei documenti allegati, nonché copie certificate conformi dei testi autentici della Convenzione ai governi degli Stati invitati a farsi rappresentare alla Conferenza in funzione degli auspici espressi da detti Governi.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti hanno apposto la loro firma sul presente Atto finale.

FATTO A LONDRA, il ventotto aprile millenovecentottantanove.

Documento annesso 1INTERPRETAZIONE CONGIUNTA RELATIVA AGLI ARTICOLI 13 E  
14 DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE SUL SALVATAGGIO del  
1989

Secondo l'interpretazione congiunta della Conferenza, quando il Tribunale stabilisce una remunerazione in base all'articolo 13 e determina un compenso speciale ai sensi dell'articolo 14 della Convenzione internazionale sul Salvataggio del 1989, esso non è tenuto a stabilire una remunerazione in base all'articolo 13 fino a concorrenza del valore massimo della nave e degli altri beni tratti in salvo, prima di aver calcolato il compenso speciale da corrispondere in base all'articolo 14.

Documento annesso 2RISOLUZIONE RICHIEDENTE L'EMENDAMENTO DELLE REGOLE DI  
YORK E DI ANVERSA DEL 1974

La Conferenza Internazionale sul Salvataggio del 1989,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale sul salvataggio del 1989,

CONSIDERANDO che i pagamenti effettuati in conformità con l'articolo 14 non si intendono destinati a casi di comune avaria,

PREGA il Segretario generale dell'Organizzazione marittima internazionale di adottare adeguati provvedimenti affinché le Regole di York e di Anversa del 1974 siano rapidamente emendate al fine di assicurare che il compenso speciale pagato ai sensi dell'articolo 14 sia escluso dai casi di avaria comune.

Documento annesso 3**RISOLUZIONE SULLA COOPERAZIONE INTERNAZIONALE PER  
L'ATTUAZIONE DELLA CONVENZIONE INTERNAZIONALE SUL SALVATAGGIO  
DEL 1989**

LA CONFERENZA INTERNAZIONALE SUL SALVATAGGIO DEL 1989 ,

AVENDO ADOTTATO la Convenzione internazionale del 1989 sul salvataggio (in appresso denominata "la Convenzione"),

RITENENDO auspicabile che il massimo numero possibile di Stati divenga parte alla Convenzione,

RICONOSCENDO che l'entrata in vigore della Convenzione costituirà un importante fattore addizionale per la tutela dell'ambiente marino,

CONSIDERANDO che la divulgazione internazionale ed una ampia attuazione della Convenzione siano della massima importanza per la realizzazione dei suoi scopi,

**I- RACCOMANDA**

a) che l'Organizzazione promuova la divulgazione al pubblico della Convenzione, grazie all'organizzazione di seminari, corsi o simposi;

b) che gli istituti di formazione creati sotto gli auspici dell'Organizzazione inseriscano lo studio della Convenzione nei loro programmi di corsi;

**II- INVITA**

a) gli Stati Membri a comunicare all'Organizzazione il testo di leggi, ordinanze, decreti, regolamenti ed altri strumenti da essi promulgati riguardo alle varie questioni che rientrano nella portata di applicazione della Convenzione;

b) gli Stati Membri ad incoraggiare, in consultazione con l'Organizzazione, un aiuto agli Stati che chiedono assistenza tecnica al fine dell'elaborazione di leggi, ordinanze, decreti, regolamenti ed altri strumenti previsti per l'attuazione della Convenzione;

c) l'Organizzazione a notificare agli Stati membri ogni comunicazione da essa eventualmente ricevuta in applicazione del paragrafo II a) di cui sopra.

